



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Le Mans, le 14/02/2023

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
Pôle Économie Circulaire
Affaire suivie par : Emilie SAUSSEREAU
emilie.saussereau@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02 43 67 88 66
N/Réf : EC-2022-617-AUTO-SYNERVAL-Le Mans-RAP
V/Réf : Transmission en date du 18 décembre 2020 (Affaire suivie par
Maud CRINIERE)

**La directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

à

**Monsieur le Préfet de la Sarthe
Direction de la Coordination des Politiques
Publiques et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de
l'Utilité Publique**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Société : SYNER'VAL ci-après dénommé l'exploitant Commune : Le Mans N° AIOT: 0006301344	
<u>Date du dépôt du dossier de demande par l'exploitant :</u> <u>Régime de l'établissement :</u> <input type="checkbox"/> Seveso seuil haut <input type="checkbox"/> Autorisation, et en particulier : <input type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso seuil bas	<u>Priorités d'actions :</u> <input type="checkbox"/> Établissement prioritaire national (PMI1) <input type="checkbox"/> Établissement à enjeux (PMI3) <input type="checkbox"/> Établissement autre (PMI7)

Par bordereau du 28/06/2022, M. le préfet a transmis à l'inspection des installations classées un dossier de demande d'augmentation de la capacité de traitement thermique des déchets non-dangereux déposé par la société SYNER'VAL.

Le présent rapport analyse cette demande et propose les suites à donner.

Copie à :

DREAL (SRNT) – Dossier – Chrono – Enregistrement GUN



Tel : 02 72 16 42 20
Mel : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy - CS80145 49183 Saint Barthélemy

1 – PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET DE SA SITUATION ADMINISTRATIVE

Au titre de la réglementation sur les installations classées, la société SYNER'VAL a été autorisée par arrêté préfectoral du 4 juillet 2008 et est réglementée notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 17 octobre 2011, du 22 décembre 2014 et du 28 juillet 2016.

Le site est classé dans les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
2770	Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	Incinération d'ordures ménagères et de DASRI	A
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	Capacité maximale totale : 140 000 t/an dont capacité maximale DASRI : 7 000 t/an Capacité horaire maximale : 21 t/h	A
3520 a)	Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure		A
2515-1 b)	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	99 kW 3 broyeurs de 33 kW	D
2715-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 2 - Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³	1 500 m ³	D
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	999 m ³	DC

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	140 t de REFIOM	DC
1185-2 a)	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	2 000 kg de fluide frigorifique	DC

2 – CARACTÉRISATION DE LA DEMANDE

Ne sont repris ici, puis développés dans la suite de ce rapport, que les enjeux principaux sur lesquels l'inspection des installations classées souhaite attirer l'attention.

2.1 – Descriptif de la demande

Le présent projet concerne une demande d'augmentation de la capacité de traitement thermique des déchets non-dangereux. SYNER'VAL est autorisée à traiter des déchets non-dangereux et des DASRI pour une capacité annuelle de 140 000 tonnes, dont 7000 tonnes de DASRI.

L'exploitant sollicite la possibilité de porter la capacité annuelle totale à 150 000 tonnes, tout en gardant la capacité maximale de DASRI à 7000 tonnes. Cela représente une augmentation de 7,1 %. Cette augmentation de capacité annuelle ne nécessite aucune modification des installations ni aucune augmentation de la capacité horaire autorisée. Seul le temps de fonctionnement des installations est modifié : passage du temps de fonctionnement de 7800 h/an à 8400 h/an. Cette modification permettra également d'augmenter la part de l'énergie valorisée : vente d'électricité et fourniture de chaleur aux réseaux de chaleur.

Le site dispose de 2 lignes d'incinération :

- un four de 9 t/h, d'une puissance thermique de 24,1 MW
- un four de 12 t/h d'une puissance thermique de 24,4 MW.

Les déchets incinérés dans les 2 fours sont homogènes et ont un PCI sensiblement identique.

2.2 – Installations Classées et régime

La situation envisagée des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que prévu à l'article L.512-1 du Code de l'environnement est reprise ci-dessous.

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique actuelle	Régime	Evolution de l'installation existante	Régime
2770	Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	Incinération d'ordures ménagères et de DASRI Capacité totale : 140 000 t/an	A	Incinération d'ordures ménagères et de DASRI Augmentation de la capacité totale à 150 000 t/an	A
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	dont capacité DASRI : 7 000 t/an Capacité horaire maximale : 21 t/h	A	dont capacité DASRI inchangée : 7 000 t/an Capacité horaire maximale inchangée : 21 t/h	A
3520 a)	Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure		A		A
2515-1 b)	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	99 kW 3 broyeurs de 33 kW	D	Pas de modification par rapport à l'existant	D
2715-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 2 - Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³	1 500 m ³	D	Pas de modification par rapport à l'existant	D
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation	999 m ³	DC	Pas de modification par rapport à	DC

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique actuelle	Régime	Evolution de l'installation existante	Régime
	en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .			l'existant	
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	140 t de REFIOM	DC	Pas de modification par rapport à l'existant	DC
1185-2 a)	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	2 000 kg de fluide frigorifique	DC	Pas de modification par rapport à l'existant	DC

2.3 – Enjeux du projet

Les principaux enjeux de l'augmentation de capacité envisagée par l'exploitant sont :

- la zone de chalandise :

L'origine future des déchets sera identique à la situation actuelle, aux variations annuelles près de chaque territoire. La répartition estimée d'après les dernières années est la suivante :

Type de déchets	Origine	Tonnage
Ordures ménagères	Sarthe	95 500 t
	CU Alençon (61)	11 000 t
	Angers Loire Métropole (49)	3 000 t
DRATS (Déchets résiduels après tri à la source)	Sarthe et autres départements (37, 49, 53 et 44)	36 000 t
DASRI (Déchets d'Activité de Soin à Risque Infectieux)	Sarthe et autres départements (37, 49, 53)	4 500 t

TOTAL RECU		150 500 t
	Estimation du tonnage détourné pendant les arrêts techniques	500 t
TOTAL INCINERE		150 000 T

Par rapport à la situation antérieure à 2019 (tonnage incinéré < 140 000 tonnes), les nouveaux gisements intégrés proviennent :

- des refus de tri CS de ValorPole (2 000 t), auparavant en enfouissement ou dans d'autres incinérateurs hors département,
- les OMr de la CC du Pays Fléchois (4 200 t), auparavant traités à l'UVED de Lasse qui a elle-même réintégré d'autres gisements du département 49,
- les OMr de la CC Loué-Brûlon-Noyen (1 700 t), auparavant en enfouissement,
- un complément d'OMr sur le CC Haute Sarthe Alpes Mancelles (1 000 t correspondant au périmètre de l'ancienne CC des Portes du Maine Normand auparavant en enfouissement),
- des DASRI supplémentaires pour environ 1 500 t (notamment gains des hôpitaux de Touraine),
- un complément de déchets d'activités économiques et encombrants de déchetteries auparavant en enfouissement (entre 1 000 et 2 000 t).

Par ailleurs, d'autres gisements locaux pourraient être valorisés, comme le reste des refus de tri CS de ValorPole (environ 10 000 t) ou d'autres CC Sarthoises qui vont jusqu'à présent en enfouissement (CC Sablé / Sarthe pour 3 800 t, CC Maine Saosnois pour 3 500 t, Syvalorm pour 14 000 t).

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires des Pays de La Loire (SRADDET) approuvé le 7 février 2022 intègre le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). Le PRPGD précise qu'en 2025, il y a une capacité excédentaire permettant d'assurer le traitement des déchets produits sur le territoire sans avoir recours à l'export.

- les rejets atmosphériques :

L'augmentation du tonnage traité sur l'usine d'incinération va conduire à une augmentation du temps de fonctionnement de l'usine. Les lignes de traitement ne seront pas modifiées, la capacité horaire d'incinération reste inchangée. Ainsi, le débit de rejet des fumées en sortie de la cheminée ne sera pas modifié.

A noter que les émissions de polluants sont liées au tonnage de déchets incinérés mais également à la typologie des déchets incinérés. En effet, les tonnages incinérés ont été nettement plus élevés en 2020 et 2021 par rapport à 2018 avec respectivement 143 961 t et 144 549 t contre 136 169 t en 2018. Les flux de polluants rejetés ne se retrouvent pas tous augmentés en 2021, ça dépend des polluants.

Cependant, les flux actuels sont bien inférieurs aux limites autorisées et les flux maximaux seront respectés en situation future.

- les rejets aqueux :

Suite aux travaux de modernisation de l'usine d'incinération réalisés en 2018, l'installation rejette uniquement des eaux usées issues des locaux sociaux (sanitaires, douches) et les eaux de lavage des bacs de DASRI. Aucun rejet d'eaux industrielles n'a lieu, car elles sont réutilisées dans le process. La modification apportée à l'usine ne conduira pas à des rejets aqueux supplémentaires. L'impact de la modification sur les rejets aqueux est donc nul.

- le trafic routier :

Seul le trafic de poids lourds sera impacté par la modification. Si l'on compare ce trafic prévisionnel à celui de l'année 2021, il y aura une augmentation de + 369 rotations par an soit + 0,95 % de poids lourds à circuler.

3 – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES SUR LE CARACTÈRE SUBSTANTIEL OU NON DES MODIFICATIONS

3,1 - Rappel des références législatives et réglementaires

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement qui stipule notamment :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article [L. 181-32](#). »

Il convient de considérer une modification substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à l'une des trois situations fixées par l'**article R.181-46.I** du code de l'environnement rappelées ci-dessous :

« Est regardée comme substantielle [...] la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2¹

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement² (critère sans objet depuis l'abrogation de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009)

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46 :

« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ».

3.2 – Positionnement de la modification au regard des critères réglementaires

- **Par rapport au 1^{er} critère de l'article R.181-46.I (renvoyant à l'article R.122-2 sur l'évaluation environnementale)**

Dans le cas du projet déposé par SYNERVAL, la demande de modification n'est pas de nature à modifier le régime de classement de l'établissement ni à ajouter une nouvelle rubrique ICPE. Seule une rubrique va voir sa capacité augmentée : la rubrique 2771 passant de 140 000 tonnes/an à 150 000 tonnes/an.

Aucun critère de la nomenclature des études d'impact (annexe de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement) ne conduit ce projet à être soumis à étude d'impact de façon systématique ni à un examen au cas par cas en vue de déterminer s'il est soumis à étude d'impact.

¹ Article R. 122-2-II du code de l'environnement :

II. Les modifications ou extensions de projets « déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils » font l'objet d'une évaluation environnementale « ou d'un examen au cas par cas ».

Les autres modifications ou extensions de projets soumis à évaluation environnementale systématique ou « relevant d'un examen au cas par cas », qui peuvent avoir des incidences négatives notables sur l'environnement sont soumises à examen au cas par cas.

² L'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement a été abrogé en décembre 2019

- **Par rapport au 2^{ème} critère de l'article R. 181-46.I : critère sans objet, l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 ne vise pas les modifications décrites dans le projet objet du présent rapport.**
- **Par rapport au 3^{ème} critère de l'article R. 181-46.I (dangers et inconvénients supplémentaires)**

Pour rappel, la demande porte sur une modification de la capacité maximale annuelle de traitement de l'installation autorisée. Cette augmentation de capacité annuelle ne nécessite aucune modification des installations ni aucune augmentation de la capacité horaire autorisée. Seul le temps de fonctionnement des installations est modifié : passage du temps de fonctionnement de 7800 h/an à 8400 h/an. Cette demande n'est pas de nature à engendrer des dangers et inconvénients supplémentaires. En effet, les flux actuels sont bien inférieurs aux limites autorisées dans les arrêtés réglementant le site et qui ont été déterminés sur la base de l'évaluation des risques sanitaires instruite lors de la dernière enquête publique. Les flux maximaux fixés dans ces arrêtés ne seront pas modifiés malgré cette augmentation de temps de fonctionnement.

Par ailleurs, l'origine future des déchets sera sensiblement identique à la situation actuelle, le principe de proximité est respecté.

Par ailleurs, le SRADDET précise que « le respect de la réduction de l'enfouissement nécessite de développer une valorisation énergétique complémentaire (VEc) aux capacités de valorisation énergétique existantes en 2017. [...] Cette valorisation énergétique complémentaire pourrait prendre la forme de capacités d'incinération complémentaires à celles existantes en 2017, ou provenir de la valorisation de combustibles issus de déchets, hors UVE. » L'unité du Mans étant une installation de valorisation énergétique (performance énergétique > 60%), le SRADDET prévoit que « des extensions de capacités existantes, avec une performance énergétique supérieure à 60 % sont envisageables. ».

4 – PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES ET CONCLUSION



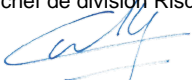
L'augmentation de la capacité annuelle maximale autorisée dans la limite de 10 000 tonnes est due à une meilleure disponibilité des 2 lignes d'incinération. Elle ne modifie pas le classement administratif du site (pas de nouvelle rubrique ICPE), ni le classement IED du site dans le sens où la capacité journalière maximale reste inchangée. Cette modification permettra également d'augmenter la part de l'énergie valorisée : vente d'électricité et fourniture de chaleur aux réseaux de chaleur.

Par ailleurs, l'augmentation du tonnage autorisé dans la limite de 10 000 tonnes n'est pas de nature à entraîner de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour l'environnement.

En conclusion, considérant que la demande:

- ne conduit pas à modifier la capacité maximale journalière et donc les seuils de la directive IED,
- ne conduit pas à autoriser une nouvelle rubrique ICPE soumise à autorisation,
- n'est pas de nature à entraîner de dangers ou inconvénients nouveaux significatifs ou à accroître significativement les dangers et inconvénients existants,

L'inspection des installations classées propose donc à Monsieur le préfet d'indiquer à la société SYNERVAL qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale, mais qu'il s'agit d'une modification notable nécessitant d'être encadrée par l'arrêté préfectoral ci-joint. En application des dispositions de l'article R.512-46-22 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

<p>REDACTION L'inspectrice de l'environnement,</p>  <p>Emilie SAUSSEREAU</p>	<p>VERIFICATION L'inspectrice de l'environnement,</p>  <p>Nathalie SIEFRIDT</p>
<p>VALIDE et TRANSMIS à Monsieur le Préfet, P/La Directrice et par délégation, L'adjoint à la chef de division Risques chroniques</p>  <p>Julien CAILHOL</p>	

La réalisation d'un dossier portant à connaissance une modification d'installations classées relève de la responsabilité de l'exploitant. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées est une analyse de certains éléments contenus dans le dossier, selon différents degrés d'approfondissement. L'instruction ne se veut pas exhaustive, mais centrée sur les principaux enjeux recensés, et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis à l'administration. Par ailleurs, si des prescriptions techniques sont édictées à l'issue de la procédure, elles le sont notamment sur la base des informations fournies par l'exploitant dans son dossier.